

sex prenom nom

titre

batiment

rue numrue

cdp ville

# Rapport annuel du Représentant du Conseil supérieur

---

## Conseil supérieur des Ecoles européennes

Réunion des 26, 27 et 28 janvier 1999 à Bruxelles

### 1.0 Rétrospectives

---

Le rapport annuel du Représentant du Conseil supérieur constitue le tremplin idéal pour établir la liaison entre le passé et l'avenir en donnant ainsi aux membres du Conseil un aperçu sur le travail réalisé au cours d'une année et sur les perspectives à plus ou moins long terme qui devront nous guider pour améliorer encore et perfectionner si possible nos structures administratives et pédagogiques.

Si le rôle du Représentant consiste à veiller à la bonne application des décisions du Conseil supérieur, il doit aussi consister à servir d'aiguillon et d'animateur auprès de l'ensemble de la Communauté scolaire. A ce titre c'est un travail passionnant par l'éventail des domaines qu'il couvre. C'est en tout cas ce sentiment que j'éprouve au moment où s'achève le mandat de trois ans qui m'a été confié.

La dixième Ecole européenne a ouvert ses portes en septembre 1998. Elle constitue la troisième Ecole européenne de Bruxelles, la quatrième de Belgique. Elle n'accueille actuellement que les élèves du cycle primaire mais la construction des bâtiments du secondaire va bon train. Je tiens à remercier les autorités belges pour les efforts qu'elles ont réalisés dans le domaine des constructions scolaires pour les Ecoles de Bruxelles et de Mol et je souhaiterais vivement que nos élèves du secondaire des deux Ecoles de Bruxelles puissent se sentir plus à l'aise dès septembre prochain grâce au transfert d'une partie d'entre eux vers Bruxelles III.

Or, au moment où je rédige ce rapport, je me dois de communiquer au Conseil supérieur mes préoccupations résultant de deux incertitudes qui ont une relation directe avec la situation à Bruxelles. La première est d'ordre budgétaire. En effet, alors que des efforts considérables ont été faits en vue d'établir un équilibre harmonieux du nombre d'élèves et de sections linguistiques dans les trois Ecoles de Bruxelles et alors que le Conseil supérieur a déjà désigné le Directeur de Bruxelles III, le budget de cette école n'est pas encore approuvé en raison d'un blocage qui, je l'espère très sincèrement, pourra être levé au cours de la présente réunion. Ma seconde préoccupation résulte d'informations alarmantes qui m'ont été communiquées par le Ministre de la Fonction publique selon lesquelles il n'est pas certain que les bâtiments du secondaire seront prêts pour la rentrée de septembre 1999. Je sais que des instances politiques sont intervenues comme je l'ai fait moi-même, pour que les travaux soient réalisés selon les plans prévus. J'espère pouvoir donner au Conseil supérieur des nouvelles rassurantes au cours de la présente réunion.

Au cours de l'année scolaire écoulée, les Comités préparatoires et les groupes de travail mis en place ont réalisé un travail considérable. Le point 6 du présent rapport donne le détail des réunions qui ont eu lieu et l'essentiel des questions qui ont été traitées.

En ma qualité de Représentant du Conseil supérieur, je veille à l'application stricte des décisions qui sont prises. Je considère cependant que mon rôle ne se limite pas à cette constatation. En effet, je ne ménage pas mes efforts pour entretenir des relations constantes avec les autorités locales, avec le Parlement européen, avec le corps enseignant, avec les parents d'élèves et avec l'ensemble de la Communauté scolaire des dix écoles actuelles.

Une rencontre fructueuse avec le responsable de la Commission budgétaire du Parlement européen au cours de laquelle mes collaborateurs et moi-même avons justifié le budget établi par le Conseil supérieur pour l'exercice 1999 a conduit le Parlement à approuver ce budget dans sa globalité avec quelques modifications dans la répartition des crédits inscrits aux différentes lignes budgétaires.

Je réponds positivement à toutes les demandes de rencontre avec le Comité du personnel et avec les Associations de parents d'élèves car je considère en effet que nous devons utiliser toutes les occasions pour expliquer et clarifier les situations qui se présentent et pour répondre aux interrogations. Les structures particulièrement propices à ce type de discussions sont les Conseils d'administration qui se réunissent une fois par trimestre dans chacune des Ecoles. Ces conseils présidés par le Représentant du Conseil supérieur et auxquels participent le Directeur de l'Ecole, l'administrateur, la Commission, l'office européen des brevets, les Représentants du personnel enseignant et du personnel administratif, les Représentants des Associations de parents d'élèves et les Représentants des élèves permettent d'examiner le fonctionnement de chacune des écoles et de résoudre les questions particulières qui se posent. Elles constituent à mes yeux la structure idéale pour assurer la coordination entre nos écoles éloignées les unes des autres puisqu'elles sont éparpillées dans six Etats membres. Plusieurs membres du CAF participent régulièrement à ces réunions et je les en remercie. J'encourage vivement les autres membres du Conseil supérieur à y participer. Un autre élément qui me paraît également très utile, consiste à réunir périodiquement les neuf Directeurs sous ma présidence. Ces rencontres avaient lieu deux fois par an jusqu'à l'année dernière. J'ai considéré qu'une

réunion supplémentaire était utile. Elles se déroulent dorénavant au rythme de trois par an. Leur ordre du jour est établi en fonction de demandes écrites formulées par les Directeurs, adressées au Représentant du Conseil supérieur et accompagnées d'une documentation pour chacun des points soulevés.

Il convient de noter ici les contacts nombreux que j'ai eus avec les autorités locales au niveau du Ministre de la Fonction publique et de la Régie des bâtiments au sujet de la construction de Bruxelles III mais aussi au sujet de la rénovation des Ecoles de Bruxelles I et de Bruxelles II. Un groupe de suivi a été mis en place à mon initiative. Ce groupe étudie l'évolution des travaux et se réunit au rythme de deux réunions par mois en présence des responsables de la Régie, de la Commission, des Directeurs, des parents et des enseignants. Un groupe parallèle a également été mis en place par mes soins pour étudier la répartition des sections linguistiques et des classes entre les trois Ecoles européennes de Bruxelles. Les travaux de ces deux Commissions sont très utiles. Nos réunions permettent à l'ensemble de la Communauté scolaire de suivre de près l'évolution des dossiers.

Les tâches décrites ci-dessus ne constituent qu'un sommaire des responsabilités qui incombent au Représentant du Conseil supérieur pour assurer la bonne marche des écoles. Permettez-moi de vous dire que je les accomplis avec enthousiasme parce que cette fonction est passionnante. Bien entendu je ne pourrais les accomplir sans l'aide précieuse de tous ceux qui contribuent à la réalisation de nos objectifs et que je tiens à remercier.

Mes remerciements s'adressent:

- aux chefs de délégations qui par leurs interventions ont contribué à l'évolution et à l'aboutissement des objectifs poursuivis;
- aux autorités nationales qui ont fait preuve d'une grande ouverture lors des nombreuses négociations que nous avons menées;
- à la Commission qui, par sa précieuse collaboration, nous permet de résoudre beaucoup de problèmes;
- aux membres du Comité Administratif et Financier dont la tâche ne s'est pas limitée à donner des conseils sur les problèmes administratifs et budgétaires mais qui participent également activement aux négociations dans bien d'autres domaines;
- aux Inspecteurs qui s'impliquent avec une particulière ardeur et un grand engagement dans la vie pédagogique et éducative de nos Ecoles malgré les nombreuses tâches nationales auxquelles ils doivent faire face;
- aux Directeurs et aux Directrices qui ont su à la fois diriger leurs Ecoles respectives de main de maître et dynamiser les contacts extérieurs qu'ils nouent;
- aux parents qui se sont impliqués dans de nombreux travaux innovateurs, grâce notamment à l'excellente collaboration d'Interparents et à leur participation constructive au sein des Conseils d'administration;
- aux élèves qui sont bien entendu ceux pour lesquels tout le système a été créé et qui ont su montrer leur intérêt aux problèmes qui les concernent grâce à une excellente collaboration au sein des Comités pédagogiques;
- à nos collaborateurs directs au Bureau, c'est à dire à mon Adjoint, M. IRVINE, aux chefs d'Unités responsables des divers services mais aussi à l'ensemble du personnel administratif et notamment à mon secrétariat

dont le travail considérable et efficace nous permet de disposer de la documentation et des dossiers nécessaires dans les différentes langues pour nous permettre de réaliser nos travaux.

## 2.0 Evolution de la population scolaire

A la rentrée de septembre 1998, un nouvel accroissement global des effectifs a pu être enregistré: 16 255 élèves fréquentent les Ecoles européennes, ce qui constitue une augmentation de 196 élèves par rapport à l'année précédente, soit un accroissement de 1,59%.

ECOLES	Maternel	Primaire	Secondaire	Total	% par rapport à 1996
Luxembourg	439	1390	1796	3625	+ 1,68%
Bruxelles I	231	1230	1912	3373	- 1,8%
Bruxelles II	237	1203	1641	3081	+ 6,4%
Mol	50	211	426	687	- 5,11%
Varese	110	555	645	1310	+ 0,76%
Karlsruhe	75	461	642	1178	+ 2,88%
Bergen	82	312	427	821	- 3,97%
Munich	76	536	649	1261	+ 6,59%
Culham	94	373	452	919	- 3,76%
<b>TOTAL</b>	<b>1394</b>	<b>6271</b>	<b>8590</b>	<b>16 255</b>	<b>+ 1,59%</b>

Comme je l'ai fait dans mes rapports des années précédentes, il me paraît intéressant d'indiquer ci-dessous la catégorie à laquelle appartiennent les élèves des neuf Ecoles. A titre de rappel, il convient de signaler que:

- la catégorie I représente les élèves admissibles de droit;
- la catégorie II représente les élèves appartenant à des organisations ayant signé un contrat de financement à 100% ou un financement partiel;
- la catégorie III représente des élèves autres, dont les parents sont redevables du minerval scolaire ordinaire.

ECOLES	Catégorie I	Catégorie II	Catégorie III
Luxembourg	2797 soit 77,15%	130 soit 3,6%	698 soit 19,25%
Bruxelles I	2334 soit 69,2%	68 soit 2%	971 soit 28,8%
Bruxelles II	2606 soit 84,6%	136 soit 4,4%	339 soit 11%
Mol	132 soit 19,21%	-	555 soit 80,73%
Varese	510 soit 38,93%	66 soit 5,03%	734 soit 56%
Karlsruhe	104 soit 8,82%	22 soit 1,86%	1052 soit 89,3%
Bergen	130 soit 15,99%	7 soit 0,86%	684 soit 83,2%
Munich	721 soit 57,2%	71 soit 5,63%	468 soit 37,11%
Culham	176 soit 19,15%	8 soit 0,9%	735 soit 80%
<b>TOTAL</b>	<b>9510 soit 58,5%</b>	<b>508 soit 3,13%</b>	<b>6236 soit 38,36%</b>

---

*Enseignants détachés*


---

Par rapport à l'année dernière, la relation entre les trois catégories d'élèves est restée à peu près stable, comme le montrent les statistiques ci-dessous:

Année scolaire	Catégorie I	Catégorie II	Catégorie III
1997/1998	59,6%	3,08%	37,3%
1998/1999	58,5%	3,13%	38,36%

La légère augmentation d'élèves de la catégorie III résulte essentiellement du fait que certaines sections linguistiques à effectif réduit disposent de places pour accueillir des élèves, ce qui a pour effet d'améliorer la qualité pédagogique de l'enseignement.

Dans l'ensemble des Ecoles européennes, l'accroissement de la population scolaire est de 1,59% en moyenne. Elle était de 2,12% l'année dernière.

### 3.0 Evolution du nombre d'enseignants détachés et des chargés de cours

---

#### 3.1 Enseignants détachés

ECOLES	En fonction au 15/09/97	En fonction au 15/09/98	Augmentation ou diminution
Luxembourg	237	241	+ 1,7%
Bruxelles I	238	253	+ 6,3%
Bruxelles II	186	191	+ 2,7%
Mol	71	71	-
Varese	100	100	-
Karlsruhe	94	94	-
Bergen	77	75	- 2,6%
Munich	69	69	-
Culham	78	77	- 1,3%
<b>TOTAL</b>	<b>1150</b>	<b>1171</b>	<b>+ 1,8%</b>

L'évolution du nombre d'enseignants détachés n'est pas directement proportionnelle à l'augmentation de la population scolaire. En effet, un facteur important à prendre en considération est celui du remplacement des chargés de cours par des détachés. C'est un facteur dont il est largement tenu compte par les Conseils d'administration lors de l'examen des demandes de créations de postes.

*Nombre d'heures de cours effectuées par des chargés de cours entre le 1er janvier et le 1er septembre 1998 (les nombres entre parenthèses indiquent les heures effectuées au 1er janvier 1997)*

## 3.2 Nombre d'heures de cours effectuées par des chargés de cours entre le 1er janvier et le 1er septembre 1998 (les nombres entre parenthèses indiquent les heures effectuées au 1er janvier 1997)

ECOLES	Primaire		Secondaire		Religion		Total
Luxembourg	349	(308)	500	(462)	251	(201,5)	1100 (971,5)
Bruxelles I	449	(598)	508	(533)	218	(235)	1175 (1366)
Bruxelles II	221	(283)	684	(504)	208	(280,5)	1113 (1067,5)
Mol	148	(70,5)	227	(242)	58	(76)	433 (388,5)
Varese	228	(171)	177	(105)	129	(121)	534 (397)
Karlsruhe	46,5	(40)	123	(84)	53	(57)	222,5 (181)
Bergen	131	(66,5)	304	(265)	61	(96)	496 (427,5)
Munich	419,5	(608)	449	(410)	84,5	(89)	953 (1107)
Culham	100	(82,5)	156	(195)	38	(45,5)	294 (323)
<b>TOTAL</b>	<b>2092</b>	<b>(2227,5)</b>	<b>3128</b>	<b>(2800)</b>	<b>1100,5</b>	<b>(1201,5)</b>	<b>6320,5 (6229)</b>

Le rôle des chargés de cours consiste à compléter des horaires après que tous les postes de titulaires aient été créés.

Un poste de détaché n'est demandé que lorsque le nombre d'heures disponibles est suffisamment élevé pour garantir à un détaché une stabilité dans son poste. C'est ainsi qu'au cycle secondaire où l'horaire d'un enseignant est de 21 périodes hebdomadaires, un poste ne sera demandé que si pour une certaine matière, le nombre d'heures disponible est  $\pm 23$  périodes pour une année en cours et si cette disponibilité de périodes se vérifie deux années de suite.

Il me paraît intéressant de préciser pour le cycle secondaire le pourcentage d'heures données par des chargés de cours par rapport au nombre global d'heures pour chacune des écoles. Ces statistiques sont reprises ci-dessous:

ECOLES	Nombre global de périodes	Dont chargés de cours	Soit
Luxembourg	3431	500	14,6%
Bruxelles I	3580	508	14,2%
Bruxelles II	3105	684	22%
Mol	1247	227	18,2%
Varese	1590	177	11,1%
Karlsruhe	1508	123	8,15%
Bergen	1352,5	304	22,5%
Munich	1562	449	28,7%
Culham	1264	156	12,3%
<b>TOTAL</b>	<b>18 639,5</b>	<b>3 128</b>	<b>16,78%</b>

A l'Ecole de Munich, le pourcentage d'heures attribuées à des chargés de cours est plus élevé que dans les autres Ecoles. Il faut rappeler à ce sujet que jusqu'à l'année scolaire en cours, l'Office européen des Brevets a

privilegié ce type de recrutement plutôt que le recours à des enseignants détachés. Cependant, l'OEB a manifesté son intention d'aligner progressivement la politique de recrutement des enseignants de Munich sur celle pratiquée pour les autres écoles. Cette intention a déjà été concrétisée pour les postes demandés pour septembre 1999.

Il faut rappeler en outre que le recours à des chargés de cours est nécessaire lorsqu'une classe est dédoublée durant une année scolaire ou lorsque des enseignants détachés sont en congé de longue durée, ce qui est le cas notamment à l'Ecole de Bergen.

---

## **4.0 Situation et évolution des Ecoles européennes**

---

### **4.1 Luxembourg**

La rénovation des bâtiments du plateau du Kirchberg suit son cours. Ces travaux entraînent de nombreuses difficultés dues aux déménagements successifs des classes au fur et à mesure de l'avancement des travaux des bâtiments du secondaire. Il en résulte des nuisances diverses d'une part parce que les élèves doivent se rendre dans des bâtiments différents selon les cours suivis et d'autre part parce que les voies d'accès aux divers bâtiments sont également utilisées par les fournisseurs. Il va de soi que la rénovation de l'ensemble des bâtiments ne pouvait s'effectuer sans les inconvénients qui étaient prévisibles.

Il faut dire que la direction de l'Ecole réussit à maîtriser la situation de façon exemplaire. Le Conseil d'administration de l'Ecole est régulièrement tenu au courant de l'évolution du chantier. Le rapport de rentrée établi par l'Ecole donne tous les détails des rénovations en cours.

Lorsque les travaux seront achevés, vers la fin de la présente année scolaire, le complexe scolaire du Kirchberg disposera de bâtiments remarquables de par leur architecture et leur fonctionnalisme.

Des travaux de rénovation ont également été entrepris dans les bâtiments du primaire de l'annexe du Boulevard de la Foire située à  $\pm$  3km de l'école-mère. Ces travaux étaient nécessaires bien qu'il soit prévu de transférer les classes vers le plateau du Kirchberg dans un proche avenir. En effet, le Conseil d'administration a marqué sa préférence pour un regroupement de l'école par l'utilisation du "village pédagogique" situé à proximité du site de l'école-mère.

Compte tenu de l'étendue de l'ensemble du site, le Conseil d'administration, sur proposition de la Directrice, a considéré qu'il serait utile de maintenir les deux postes de Directeurs-Adjointes du primaire. Le Conseil d'inspection a marqué son accord sur cette proposition.

L'Ecole européenne de Luxembourg compte actuellement 3625 élèves. Elle est non seulement la plus peuplée des neuf écoles mais elle est la seule à accueillir onze sections linguistiques. L'organisation des cours dans un tel établissement est extrêmement complexe surtout au niveau du secondaire.



Elle relève d'une gageure dont le succès est à mettre à l'actif de la Direction. C'est pourquoi j'adresse à nouveau un appel pressant à la délégation luxembourgeoise pour qu'elle envisage la construction d'une deuxième école. Je rappelle à ce sujet que j'avais exprimé à Monsieur le Ministre de l'éducation le souhait du Conseil supérieur de réaliser cette deuxième école. Le Ministre n'a pas écarté cette éventualité après l'achèvement des travaux de rénovation en cours. Il va de soi que l'organisation de cours est largement facilitée par la possibilité de répartir les sections linguistiques entre deux écoles. L'exemple des deux Ecoles européennes de Bruxelles, bientôt trois, le prouve amplement. Or Luxembourg est un siège important pour les Institutions communautaires puisqu'il comprend outre les services de la Commission, la Cour de Justice, la Cour des Comptes et d'importants services du Parlement européen.

## 4.2 Bruxelles I

L'Ecole de Bruxelles I a été scindée en deux parties dès la rentrée scolaire de septembre 1998. Comme prévu, les classes du primaire ont été évacuées et transférées vers le nouveau complexe scolaire de Bruxelles III situé Boulevard du Triomphe à Ixelles. Je tiens à remercier Monsieur le Ministre de la Fonction publique et la Régie des Bâtiments d'avoir pu mettre les nouvelles classes à notre disposition pour la rentrée scolaire. Je tiens également à remercier la Direction, le personnel administratif et le personnel de service de l'école de Bruxelles I pour les efforts qu'ils ont faits afin d'assurer la rentrée scolaire à la date prévue.

Tout n'est pas parfait. Quelques malfaçons ont pu être identifiées depuis la rentrée, mais la Régie prend soin de les corriger dès qu'elles sont signalées. Je tiens aussi à rendre hommage au personnel enseignant du primaire de Bruxelles III qui doit travailler dans des conditions difficiles parce que certains locaux sont étroits pour assurer un enseignement dans des classes dont les effectifs n'ont pas été évalués exactement lors de la planification. Mais il s'agit d'une situation provisoire en attendant que les trois écoles de Bruxelles puissent fonctionner de manière indépendante.

Dès l'évacuation du primaire de Bruxelles I, les travaux de démolition des bâtiments de cette école ont été entrepris dans de bonnes conditions de sécurité durant les vacances d'été. A la rentrée de septembre le chantier de construction des nouveaux bâtiments était déjà en place sans créer d'inconvénients ni de nuisances pour les élèves du secondaire.

Il est prévu que 800 élèves environ sur les 1900 du secondaire actuel de Bruxelles I soient transférés vers Bruxelles III. Ce transfert est planifié pour septembre 1999. Je souhaite vivement qu'il puisse se réaliser à la date prévue. Si les bâtiments de Bruxelles III n'étaient pas disponibles pour septembre 1999, le transfert serait retardé d'une année entière, car il n'est pas envisageable qu'il puisse avoir lieu durant l'année scolaire. En effet, l'école secondaire de Bruxelles III devra accueillir des élèves de Bruxelles I et de Bruxelles II. Or l'organisation des cours et des options ne peut pas être réalisée simultanément dans les deux écoles actuelles de manière telle qu'un transfert soit réalisable au milieu d'une année scolaire. Les deux Directions, le personnel enseignant et les Associations de parents d'élèves partagent ce point de vue.



---

*Bruxelles II*

---

J'ai bon espoir que lors de la présente réunion du Conseil supérieur je pourrai donner au Conseil des informations rassurantes à ce sujet.

#### **4.3 Bruxelles II**

C'est à Bruxelles II que l'augmentation de la population scolaire est la plus forte cette année après celle de Munich puisqu'elle se situe à plus de 6%. C'est aussi à Bruxelles II que se situe le pourcentage le plus élevé d'élèves de la Catégorie I avec près de 85%. Il en résulte que, malgré la construction d'un étage et de deux ailes supplémentaires dans les bâtiments du primaire, l'espace disponible pour les élèves est relativement réduit. C'est une raison de plus pour faire en sorte que Bruxelles III soit disponible à la date prévue, c'est-à-dire en septembre 1999. En effet, un transfert de quelque 700 élèves du secondaire de Bruxelles II vers Bruxelles III permettra de disposer d'un nombre raisonnable de salles de classes et d'espaces extérieurs dont cette école fait cruellement défaut.

Un réaménagement du bâtiment du secondaire est prévu pour juillet 1999. Il doit permettre une organisation plus rationnelle des locaux en déplaçant notamment l'administration qui est actuellement difficile d'accès parce qu'elle se situe dans une aile qui devrait être réservée aux salles de classe.

Le terrain dont dispose Bruxelles II est l'un des plus exigus des neuf Ecoles. La commune de Woluwe-Saint-Lambert sur lequel est située l'école est hostile à toute extension du site. J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de mettre l'accent sur le danger constant auquel sont exposés les élèves lors de la manœuvre bi-quotidienne des autobus qui circulent dans la cour de récréation de l'école. Des démarches nombreuses ont été entreprises tant par le Directeur de l'école que par l'Association des parents d'élèves et par moi-même pour aménager un parking d'autobus situé à l'extérieur du site. Jusqu'à ce jour elles n'ont pas abouti en raison d'une incompatibilité entre nos propositions et la structure administrative et politique du territoire sur lequel se situe l'école par rapport aux localités avoisinantes toutes proches. Actuellement des solutions sont recherchées pour résoudre ce problème par un aménagement se situant dans l'enceinte de l'école. Je souhaite vivement la mise en oeuvre rapide de cette solution et je tiens à remercier le Directeur pour les efforts constants qu'il fait pour résoudre non seulement le problème délicat du parking mais aussi pour suivre de très près la réalisation des différentes phases de rénovation.

#### **4.4 Mol**

L'Ecole de Mol bénéficie d'une structure idéale sur le plan des bâtiments. Les salles de classes en nombre suffisant sont spacieuses et bien équipées. En outre les travaux de rénovation indispensables après plus de 35 ans d'existence ont été entrepris avec succès. Une visite du Ministre de la Fonction publique au mois d'août dernier montre l'intérêt de la Belgique pour cette école. Grâce à la construction et à l'aménagement du Centre Monet, l'école peut accueillir de nombreux groupes de travail pour des réunions. En outre, les autorités belges ont dégagé d'importants crédits pour l'aménagement des installations sportives en vue de la manifestation d'Eurosport qui s'y déroulera au printemps prochain.

Je tiens à en remercier les autorités responsables et notamment la Régie des Bâtiments.

#### **4.5 Varèse**

Les bâtiments scolaires sont dans un bon état. Des rénovations importantes ont été réalisées grâce aux initiatives heureuses prises par le Directeur avec les crédits dont il dispose. Mais ces bâtiments ne répondent pas tous aux normes de sécurité exigées par la loi. Le Directeur signale dans son rapport qu'il conviendrait d'améliorer l'implantation électrique et les issues de secours. Il est vrai que l'Italie a consenti à renforcer sa contribution annuelle destinée à l'entretien des bâtiments. Celle-ci s'élève actuellement à  $\pm 100\,000$  Euros par an mais le montant nécessaire pour adapter l'école aux normes en vigueur dans ce pays est dix fois plus élevé. Il conviendrait dès lors que l'Italie dégage un crédit exceptionnel et unique de  $\pm 1$  million d'Euros pour remédier à cette situation.

Il conviendrait en outre de prévoir la construction de 20 classes nouvelles sur un terrain localisé sur le site même de l'école. En effet, certaines classes du primaire sont aménagées depuis de nombreuses années dans un couloir, ce qui ne manque pas de produire des nuisances. N'oublions pas que l'école de Varèse offre de nombreux cours de langue maternelle aux élèves qui ne disposent pas d'une section linguistique. Les cours nécessitent bien entendu des locaux.

#### **4.6 Karlsruhe**

Depuis plusieurs années déjà, la Direction de l'Ecole européenne de Karlsruhe fait appel aux autorités locales et nationales pour faire procéder à une rénovation des bâtiments qui ont plus de 30 ans d'existence. L'Accord entre la République fédérale et le Conseil supérieur prévoit la prise en charge de ces travaux par la ville de Karlsruhe. A la suite de négociations nombreuses entreprises par le Directeur et par moi-même, il semble qu'un accord soit intervenu et qu'un crédit de  $\pm 8.500.000$  Euros soit dégagé par la ville de Karlsruhe pour procéder à cette rénovation. Le Land Baden-Württemberg et l'Etat fédéral apporteront également une contribution à ces travaux. Ces crédits permettront l'aménagement de nouveaux locaux nécessaires tant pour le primaire que pour le secondaire et pour les installations sportives. Je tiens à remercier les diverses autorités pour les efforts financiers qui ont été consentis et le Directeur pour avoir mené à bien des négociations parfois difficiles.

#### **4.7 Bergen**

L'Ecole de Bergen bénéficie constamment de la générosité des autorités néerlandaises qui procède non seulement aux rénovations nécessaires mais aussi à des améliorations de structure des bâtiments qui les rendent plus fonctionnels. Ces travaux ne sont d'ailleurs pas encore achevés. D'autres améliorations sont prévues. Elles seront réalisées par un artiste qui apportera ainsi un cachet plus attrayant encore aux bâtiments actuels.

---

*Munich*

---

Je remercie très vivement les autorités néerlandaises pour prendre soin d'une manière aussi efficace des besoins de l'école européenne de Bergen et du bien-être des élèves.

#### **4.8 Munich**

C'est à Munich que la population scolaire a subi la plus forte augmentation au cours de l'année qui vient de s'écouler. En effet, le nombre d'élèves a augmenté de plus de 6,5% et l'Office européen de Brevets prévoit un recrutement sensible de son personnel pour les années à venir. Il en résulte que les besoins en locaux de l'Ecole de Munich ne cessent de croître. Les autorités allemandes sont parfaitement conscientes de ces besoins et dégagent les crédits nécessaires pour la réalisation de ces constructions. En effet, les deux plans directeurs déjà approuvés prévoient la mise à disposition de  $\pm$  15 millions d'Euros répartis sur quatre ans pour faire face aux besoins croissants en locaux. Il faut dire que l'Accord entre la République fédérale et le Conseil supérieur prévoit des dispositions différentes entre la maintenance de l'Ecole de Karlsruhe et celle de l'Ecole de Munich, ce qui facilite les négociations pour Munich pour laquelle seul le Bund assure la responsabilité de la maintenance et de l'extension.

Le Directeur de l'Ecole suit de très près l'évolution des besoins de son école et ne ménage pas ses efforts pour prendre les contacts utiles au plus haut niveau afin de programmer en temps utile les constructions nécessaires. Je remercie les autorités allemandes pour veiller aux besoins des Ecoles européennes et pour assurer la réalisation de bâtiments d'excellente qualité comme le montre la construction récente d'un pavillon dit "provisoire" et qui a cependant la structure d'un bâtiment définitif.

#### **4.9 Culham**

Les autorités britanniques ne ménagent pas leurs efforts pour apporter les améliorations nécessaires aux bâtiments existants. La délégation britannique participe régulièrement à chacune des réunions du Conseil d'administration de l'Ecole et donne toujours suite aux demandes faites par l'Ecole lors de ces réunions. Je les en remercie vivement.

Actuellement, aucune extension des bâtiments de l'Ecole de Culham n'est prévue.

---

### **5.0 Activités développées dans les Ecoles européennes**

---

D'année en année, les Ecoles européennes améliorent leurs contacts avec le monde extérieur. A la lecture des activités développées par chacune d'elles telles qu'elles apparaissent dans les rapports de rentrée des Directeurs, le Conseil supérieur pourra constater les efforts admirables faits pour éviter que nos écoles soient taxées d'écoles élitistes ou d'écoles vivant dans un monde renfermé sur lui-même.

Elles participent à de très nombreux projets à caractère international. Je ne citerai que quelques exemples significatifs tels que:

- Comité Tiers Monde
- Amnesty International
- Olympiade Mathématique (Benelux)
- Economics summit
- Award programme (Mérite jeunesse)

Elles effectuent de nombreux échanges avec des écoles situées dans des pays de l'Union européenne dans le cadre des programmes Platon dont le développement mérite d'être souligné (Ecoles situées en Suède, en Espagne, en Allemagne, au Portugal, en Autriche, en France).

Elles accueillent des visiteurs individuels ou en groupes. Ce sont généralement des professeurs d'Université ou des étudiants d'écoles de formation de professeurs. Certains de ces étudiants effectuent des stages dans nos écoles pour y étudier notamment la manière d'enseigner les langues ou les matières enseignées dans une langue étrangère.

Des échanges d'élèves et de classes ont lieu avec différents pays situés en Europe ou hors d'Europe (Russie-Argentine).

Certaines écoles participent à des émissions radiophoniques destinées à la jeunesse (exemple: Europatag à St Wendel).

Toutes ces activités contribuent largement au développement et au renforcement de la conscience européenne chez nos jeunes élèves. Les rencontres déjà mentionnées dans mes rapports précédents accentuent encore les efforts faits par nos écoles pour s'intégrer dans une Europe Unie. Je veux citer par là le Model European Parliament (MEP), le Model European Council (MEC), les journées culturelles de la jeunesse dont l'organisation est assurée par des professeurs des Ecoles européennes mais dont les manifestations se déroulent hors de nos écoles. C'est ainsi que le MEC s'est déroulé à Copenhague au mois de mai dernier et des écoles danoises ont été invitées à y participer.

Il est particulièrement intéressant de constater que nos écoles s'intéressent largement à l'insertion dans la vie professionnelle. Plusieurs d'entre elles organisent pour les élèves de 5ème année secondaire des stages professionnels en relation avec des entreprises locales développant diverses activités manuelles ou intellectuelles.

Des tentatives ont été faites par certaines écoles, notamment par celle de Luxembourg pour établir des relations avec des établissements scolaires techniques pour permettre l'orientation des élèves qui éprouvent des difficultés à suivre l'enseignement dans une école européenne. Les résultats de ces tentatives ne sont pas très encourageants parce que les parents dont les enfants éprouvent des difficultés scolaires préfèrent orienter leurs enfants vers des établissements situés dans leur pays d'origine.

Les activités décrites ci-dessus ne représentent qu'une partie du dynamisme dont font preuve nos écoles. Dans chacune d'elles se déroulent en effet de nombreuses autres activités à caractère local certes, mais qui s'adressent également à l'environnement des écoles. Les orchestres et les chorales se produisent souvent dans des salles situées hors des écoles et en présence de la population locale. Des pièces de théâtre sont présentées dans des salles de spectacles ouvertes à tout public. A Woluwé s'est tenu un marché de Noël auquel une large publicité a été faite dans la presse. L'école y a présenté des produits régionaux des différents pays, a fait connaître à la population locale les traditions et les folklores régionaux. Une activité du même type s'est déroulée à Bergen au mois de juin dernier. A Karlsruhe un groupe de professeurs et d'élèves a développé un programme écologique extrêmement intéressant sous l'impulsion d'un professeur, M. FRÜHAUF. Ce programme destiné à faire prendre aux élèves la conscience de la nécessité de protéger l'environnement a suscité un grand intérêt au niveau local et régional. Le bourgmestre de Karlsruhe a assisté personnellement à la présentation de cette réalisation et a adressé ses félicitations à l'école et aux auteurs de cette expérience.

L'Ecole de Bergen a invité toute la population à assister à un spectacle de cirque dont les numéros d'une qualité exceptionnelle ont été exécutés par des élèves. Ce spectacle auquel j'ai eu l'occasion d'assister a obtenu un succès retentissant dans toute la région de Bergen.

Mol a ouvert ses portes pour présenter au monde extérieur une série très appréciée de danses populaires.

Je n'ai cité que ces quelques exemples. La lecture des rapports des Directeurs donnera une image plus exhaustive des efforts louables des Ecoles européennes pour s'ouvrir vers le monde extérieur.

Bien entendu de nombreuses activités se sont déroulées dans l'enceinte même de chacune des écoles. Il est impossible de les citer dans le détail dans le présent rapport tellement elles sont nombreuses et variées. Toutes ces activités auxquelles les parents apportent souvent leur collaboration prouvent que nos écoles ne se contentent pas seulement de transmettre aux élèves un savoir indispensable mais qu'elles mettent tout en oeuvre pour accompagner ce savoir d'un savoir-faire et pour promouvoir un esprit de collaboration et de coopération entre les différentes cultures nationales. Ce sont à mes yeux les prémisses encourageantes pour une Europe unie.

---

## **6.0 Activités développées par les Comités préparatoires**

---

Les Comités préparatoires, à savoir les deux Conseils d'inspection et le Comité Administratif et Financier, ont développé au cours de l'année écoulée une intense activité dont les résultats ont abouti au Conseil supérieur. Ils sont souvent eux-mêmes subdivisés en groupes de travail afin de mieux cerner les questions particulières grâce à l'intérêt manifesté par certains de leurs membres pour des questions spécifiques.

## **6.1 Les Conseils d'inspection et les Comités Pédagogiques**

### **6.1.1 Primaire**

Au cours de l'année 1998, le Conseil d'inspection primaire s'est réuni aux dates suivantes:

- le 10 mars 1998 à Bruxelles
- les 22 et 23 juin 1998 à Copenhague
- les 16 et 17 septembre 1998 à Bruxelles
- le 17 novembre 1998 à Bruxelles
- les 14 et 15 décembre 1998 à Bruxelles

Le Comité pédagogique s'est réuni:

- le 11 mars 1998 à Bruxelles
- le 18 novembre 1998 à Bruxelles

De nombreuses questions ont été examinées au cours de ces réunions parmi lesquelles il convient de citer:

- l'organisation d'une nouvelle Commission de mathématique
- l'organisation de la scolarité au primaire
- l'examen des rapports de visites d'inspection dans les écoles sur le thème particulier des heures européennes
- l'organisation du Remedial Teaching
- la comparaison du rôle des inspecteurs dans les différents pays de l'Union européenne
- la répartition des tâches des inspecteurs dans les différents groupes de travail
- l'examen de la proposition de Réglementation pour la nomination des Directeurs et des Adjoints
- la formation continuée des enseignants
- l'organisation de la fin de l'année scolaire
- l'éducation à l'école maternelle
- l'éducation en matière d'hygiène de vie
- l'évaluation de l'expression écrite en 2ème langue
- l'enseignement de l'histoire au primaire
- les conditions de travail des inspecteurs
- l'examen des propositions pour la mutation des Directeurs et des Adjoints
- les cours nécessaires aux élèves qui ne disposent pas d'une section linguistique

### 6.1.2 Secondaire

Au cours de l'année 1998, le Conseil d'inspection secondaire s'est réuni aux dates suivantes:

- le 11 mars 1998 à Bruxelles
- les 12 et 13 mai 1998 à Bruxelles
- le 22 juin 1998 à Bruxelles
- les 14 et 15 septembre 1998 à Bruxelles
- le 18 novembre 1998 à Bruxelles
- les 14 et 15 décembre 1998 à Bruxelles

Le Comité pédagogique secondaire s'est réuni:

- le 13 mars 1998 à Bruxelles
- le 22 novembre 1998 à Bruxelles

Les questions essentielles examinées au cours de ces réunions ont été les suivantes:

- enseignement des langues pour les élèves qui ne disposent pas d'une section linguistique
- gestion des notes par le système ELEE, notamment pour les résultats du baccalauréat
- examen des rapports des inspections en équipe dans plusieurs Ecoles
- examen d'un projet de dictionnaire de géographie
- examen des demandes de changement d'options des élèves
- questions soulevées par le déroulement du baccalauréat européen
- organisation de la fin de l'année scolaire
- critères d'évaluation des performances des élèves
- dispositions générales relatives à l'enseignement des langues
- examen de plusieurs recours introduits par des parents
- mandats des groupes de travail
- évaluation harmonisée en fin de 5ème année secondaire
- mise à jour des divers programmes
- règlement intérieur des Conseils d'inspection
- examen du rapport des examinateurs externes au Baccalauréat
- examen du rapport du Président des jurys du Baccalauréat européen
- dispositions à prendre pour les élèves nécessitant des besoins spécifiques
- rapport sur la coordination dans le cycle secondaire
- orientation professionnelle
- rôle des conseillers d'éducation
- évaluation des projets Platon mis en place dans les écoles
- révision du Règlement général des Ecoles européennes



- examen du projet de Réglementation relatif à la nomination des Directeurs et des Directeurs Adjoints
- examen des demandes de mutation des Directeurs
- organisation de la session du Baccalauréat 1999
- déroulement des examens oraux et écrits d'approfondissement
- structuration des programmes des matières enseignées dans les Ecoles européennes

Les Inspecteurs des deux cycles se sont réunis conjointement pour l'examen en commun de questions qui les concernent.

## **6.2 Le Comité Administratif et Financier**

Le Comité administratif et financier s'est réuni aux dates suivantes:

- le 5 mars 1998 à Bruxelles
- les 31 mars, 1er et 2 avril 1998 à Bruxelles
- les 23 et 24 septembre 1998 à Bruxelles
- les 3 et 4 décembre 1998 à Bruxelles

Il a pris soin d'examiner de nombreuses questions à caractère financier mais également des questions ayant une relation directe avec le bon fonctionnement des écoles dans le cadre de leur structure administrative

Les points essentiels traités ont été les suivants:

- Mise en place du programme PERSEE phase II
- Révision du barème des informaticiens
- Révision du barème de traitement des Economes en fonction de la taille des Ecoles
- Modalité d'admission dans les Ecoles des enfants des fonctionnaires de l'UEO et des enfants des Assistants des députés du Parlement européen
- Examen du rapport du contrôleur financier
- Examen des propositions des Conseils d'inspection concernant notamment:
  - la restructuration de la Commission de Mathématique au primaire
  - le financement de l'orientation professionnelle
  - les crédits nécessaires pour la réorganisation des cours de langue I et de langue II
- Examen des demandes de création de postes administratifs dans les Ecoles européennes et au Bureau du Représentant
- Examen des projets de budget de chacune des Ecoles et du Bureau du Représentant pour l'exercice 1999
- Examen du projet de rapport de la Cour des comptes et des propositions de réponses du Représentant du Conseil supérieur à ce rapport.
- Utilisation de l'Euro à compter du 1.1.1999

- Examen du projet de budget (création de postes, budget de fonctionnement) pour l'Ecole européenne de Bruxelles III
- Révision de l'article 27, paragraphe 2 du Statut du personnel enseignant détaché suite à une demande de la délégation luxembourgeoise
- Coûts supplémentaires occasionnés par la séparation de Bruxelles I en deux sites.
- Examen du projet de Réglementation pour la nomination de Directeurs et des Directeurs Adjoints
- Litige concernant le paiement du minerval de la part de deux Assistantes parlementaires
- Examen des propositions des Conseils d'inspection pour l'utilisation de nouvelles technologies dans l'enseignement
- Examen de quelques remarques particulières formulées par la Cour des Comptes concernant notamment:
  - les problèmes liés aux frais de transport et aux indemnités journalières des experts
  - les frais de traduction et d'interprétation
- Examen de l'avant-projet de budget pour l'exercice 2000.

### **6.3 Le Conseil supérieur**

Le Conseil supérieur s'est réuni aux dates suivantes:

- les 27 et 28 janvier 1998 à Bruxelles
- les 28 et 29 avril 1998 à Copenhague
- les 27 et 28 octobre 1998 Bruxelles
- le 12 novembre 1998 à Bruxelles

Au cours de ces réunions, le Conseil supérieur a examiné de nombreux points préparés par les Comités préparatoires. Les points énumérés ci-dessous sont ceux qui ont fait l'objet d'une décision prise par le Conseil supérieur:

- Approbation de certains accords de financement avec des sociétés implantées à Luxembourg, à Varèse et à Munich
- Approbation des programmes de Philosophie, de Morale, d'Allemand langue étrangère, de Biologie, de Chimie et de Physique
- Modifications diverses du Règlement d'application au Règlement du Baccalauréat européen
- Création et suppression de postes d'enseignants et de postes administratifs
- Désignation des Directeurs et des Directeurs Adjoints dans les Ecoles européennes à compter de septembre 1998
- Examen des demandes de mutation de Directeurs
- Examen du rapport du Président des jurys du Baccalauréat européen
- Examen du rapport des examinateurs externes au Baccalauréat européen
- Approbation du programme d'orientation professionnelle en 5ème année secondaire et de son financement

- Examen des rapports des Inspecteurs sur les inspections effectuées à l'Ecole de Culham
- Examen des rapports d'inspection en équipe aux Ecoles européennes de Luxembourg et de Bergen
- Approbation des Règles générales pour l'enseignement des langues dans les Ecoles européennes
- Examen de la répartition des sections linguistiques dans les trois écoles européennes de Bruxelles
- Examen du Budget des Ecoles et du Bureau du Représentant pour l'exercice 1999
- Admission dans les Ecoles européennes des enfants des agents de l'UEO et des enfants d'Assistants parlementaires
- Barème de rémunération des Economes
- Introduction de l'Euro à compter du 1.1.1999
- Règlement concernant la désignation du Représentant du Conseil supérieur et de son Adjoint
- Réglementation concernant la nomination des Directeurs et des Directeurs Adjoints

Le Conseil supérieur a en outre confié plusieurs mandats aux Comités préparatoires pour poursuivre les études en cours.

---

## 7.0 Perspectives

---

A la lecture des chapitres qui précèdent, les délégations ont pu prendre conscience du fait que les Ecoles européennes sont en constante évolution. Celle-ci est due au dynamisme des Directeurs et des enseignants. Elle est due également à l'activité intense des Comités préparatoires grâce auxquels de nouvelles initiatives sont prises.

L'avenir des Ecoles européennes a fait l'objet d'une étude attentive du groupe de travail présidé par M. GAINAGE. Ce groupe a étudié notre système et a formulé quelques projets de réforme qu'il convient d'approfondir. Un document récapitulatif de ses travaux a été remis aux Ministres en vue de la réunion du Conseil des Ministres du 4 décembre 1998. Les Ministres l'ont transmis au COREPER qui a été chargé d'en examiner le contenu et les hypothèses de travail qui y sont formulées et qui prendra une décision sur la manière dont il faudra poursuivre les travaux. Le Conseil supérieur est certainement prêt à approfondir ses recherches.

Personnellement, je pense que notre système a fait ses preuves. Les Ecoles européennes forment à coup sûr les citoyens européens de demain. Il est vrai qu'à l'aube de l'arrivée de nouveaux Etats membres, il faut veiller à ne pas en alourdir le système. Or une Ecole européenne peut parfaitement fonctionner avec 6, voire 7 sections linguistiques. Elles sont très difficilement gérables au delà de ce nombre. Il me paraît indispensable qu'une deuxième Ecole européenne soit créée à Luxembourg. Les deux

(bientôt trois) Ecoles européennes de Bruxelles prouvent que l'organisation pédagogique ne crée pas de difficultés grâce à une répartition équilibrée des sections linguistiques.

Les résultats au Baccalauréat européen puis dans les Universités montrent que nos élèves sont bien préparés. Il suffit de lire les rapports des examinateurs externes à notre système pour s'en convaincre. Les Présidents successifs des jurys du Baccalauréat contiennent de nombreuses remarques positives sur la manière dont les élèves sont préparés. L'amorce d'une étude faite par une association d'anciens élèves, Euresco, sur 6000 bacheliers européens, prouve que nos élèves ont su s'intégrer avec une certaine aisance dans le monde professionnel. Néanmoins, cette recherche par Euresco qui repose sur des paramètres scientifiques très sérieux ne peut se poursuivre sans un apport financier que je demande au Conseil supérieur de lui fournir.

L'une des questions qui se pose actuellement au Conseil supérieur est de savoir s'il est possible de maintenir toutes les Ecoles européennes qui ont été créées. Il est vrai que lors de leur création, elles répondaient aux critères fixés par le Statut. Il faudra sans doute envisager l'élaboration de critères particuliers pour leur maintien. Le groupe de travail sur l'avenir des Ecoles s'est déjà penché sur cette question qui relève d'une décision à caractère politique.

Depuis deux ans maintenant, nos écoles peuvent travailler dans la sérénité. En effet, le Parlement européen, qui représente l'instance budgétaire ultime pour nos dépenses, accepte les propositions de recettes et de dépenses élaborées par le Conseil supérieur. Il faut dire que les augmentations annuelles des dépenses sont contenues dans des limites très raisonnables. J'attache une importance toute particulière à renforcer les liens précieux avec le Parlement européen et avec la Commission.

En conclusion de ce rapport, je tiens à faire savoir au Conseil supérieur qui m'a désigné pour le représenter que les Ecoles européennes se portent bien. Elles évoluent dans la modernité. Elles disposent dorénavant d'un site sur Internet, ce qui devrait sans doute contribuer à les faire connaître davantage au monde extérieur, ce que je souhaite vivement.